

Introduction de **Christophe Dubois** pour la rencontre du jeudi 10 octobre 2024



Sylvie l'a dit, les attentes et les actions associatives sont nombreuses en matière d'amélioration et de protection de l'environnement. Mais à côté de ces mesures d'amélioration et de protection essentielles, les défis environnementaux vont demander une évolution culturelle inédite, afin que la population comprenne, demande et porte les changements nécessaires, dans toute leur complexité. Car on le sait, et l'histoire le démontre, la culture et l'éducation sont de puissants moteurs de changement social, de transformation des sociétés. Beaucoup d'associations présentes ici en ont fait leur métier et se sont spécialisées sur ces questions de sensibilisation et de formation en matière d'environnement. Ce sont ces associations d'ErE que nous regroupons au sein du Réseau IDée et qui ont pour mission notamment de développer le pouvoir d'agir des personnes et des collectifs en faveur de l'environnement.

A ce sujet, je lisais l'eurobaromètre paru la semaine passée qui a mesuré les préoccupations des belges au moment d'aller voter en juin dernier. Quelle était leur première préoccupation ? La hausse du coût de la vie et leur pouvoir d'achat, c'est-à-dire la fin du mois, pour un belge sur deux. Viennent ensuite la migration (31%), puis l'environnement et le climat arrivent en 3e position (28%).

Dans un sondage d'avril dernier pré-élection régionale, l'environnement et le climat arrivaient en 10e position, en net recul.

Certains diront qu'il sont plus préoccupés par la fin du mois que par la fin du monde. Je préfère parler de pouvoir d'achat Versus pouvoir d'agir.

Or, si j'entends bcp parler de pouvoir d'achat, j'entends bcp moins parler de pouvoir d'agir. C'est là que nous opérons, nous, associations d'éducation à l'environnement. A au moins trois niveaux:

- 1) Le pouvoir d'agir que nous développons chez nos publics, jeunes et moins jeunes, en les reconnectant à l'environnement, par le concret, le vécu, en les sensibilisant aux problématiques environnementales, en expérimentant avec elles et avec eux des alternatives, en accompagnant des projets collectifs, en développant leurs connaissances et leurs compétences en matière d'environnement et plus largement, les compétences d'avenir (esprit d'initiative, adaptabilité, autonomie, esprit critique, créativité, confiance, coopération...)

2) Ça influence quelque part aussi votre pouvoir d'agir à vous, monsieur le ministre, qui dépend aussi - un peu - du fait que la population comprenne les enjeux, dans toute leur complexité, adhère aux changements nécessaires, les expérimentent. Or la population manque tjs cruellement de connaissances théoriques et pratiques concernant les enjeux environnementaux, et leurs liens avec les questions économiques et sociales. D'où l'intérêt de renforcer l'éducation à l'environnement.

3) Enfin, parlons du pouvoir d'agir de nos associations. Rien que pour l'éducation à l'environnement en Wallonie, ce sont 800 travailleurs et travailleuses, des milliers de bénévoles, qui touchent chaque année un demi-million de personnes, par des animations, des formations, des accompagnements de projets scolaires ou citoyens... Ils sont loin d'être sous perfusion des deniers publics: moins de la moitié reçoivent des subsides du SPW. Néanmoins ils ont peur pour leur survie, car en 15 ans, à volume d'emploi identique, la charge salariale a augmenté de 60%, rien que par l'effet de l'indexation obligatoire et de l'ancienneté. Or les subsides liés à la sensibilisation, pour ceux qui ont la chance et le mérite d'en recevoir - n'ont pas évolué sur les trois précédentes législatures. Ils ont même déjà été rabaissé en 2015. Et ça, ça limite fortement notre pouvoir d'agir, surtout si nous voulons que l'éducation à l'environnement reste accessible à toutes et tous, et si nous ne voulons pas les inquiéter davantage par l'augmentation du coût de la vie. C'est l'une des grosses préoccupations des associations d'ErE. Vous vous en êtes aperçu en recevant leurs questions, pour préparer cette rencontre.

Les autres attentes des associations que nous représentons, en vrac car je ne veux pas être trop long :

- Continuer à soutenir la diversité des activités d'ErE (formation, animations, campagnes), partout et tout au long de la vie, car les études montrent que c'est par la multiplication de ces activités que les effets se font ressentir
- De la simplification administrative, basée sur la confiance plus que sur des indicateurs quantitatifs d'impacts qui, en matière d'éducation, mesurent difficilement les choses
- De la prévisibilité, tant sur les orientations que sur les moyens, car les programmes d'activités des associations sont définis longtemps à l'avance
- Le déploiement de projets intersectoriels, croisant enjeux et acteurs de l'environnement, du social et de la santé, vos multiples compétences en sont l'opportunité
- Un dialogue entre les différents ministres liés aux nombreuses thématiques environnementales ; mais aussi un dialogue entre vous et nous. Cette journée en est la première étape, j'espère que de nombreuses autres suivront.

Petit mapping de qui est dans la salle (levez-vous si vous répondez oui aux questions suivantes):

- Qui travaille depuis plus de 10 ans en faveur de l'environnement ?
 - Qui fait appel à des bénévoles ?
- Qui mène des actions qui sont favorables aussi à la santé ?
 - Qui mène des projets en lien avec l'action sociale ?
 - Qui touche des enfants du côté de Grez-Doiceau ?